



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Épinal, le 05/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DE L'EST

BP 71
LA TROUCHE
88110 Raon-L'étape

Références : S-24-1127RP

Code AIOT : 0006202416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2024 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DE L'EST implanté Chavré (exploitation de Raon l'Etape) BP 71 88110 Raon-l'Étape. L'inspection a été annoncée le 07/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DE L'EST
- Chavré (exploitation de Raon l'Etape) BP 71 88110 Raon-l'Étape
- Code AIOT : 0006202416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de la société des Carrières et Matériaux Nord-Est (groupe COLAS) est dédiée à l'extraction de matériaux basaltiques destinés notamment à des usages ferroviaires (ballast) et routiers (gravillons, couche de roulement). L'exploitation de la carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1187/2009 du 16 juin 2009 modifié. Le contrôle a également porté sur certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ainsi que sur l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 1291/2022/DREAL/UD88 du 05 janvier 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, l'exploitant a évoqué le souhait de pouvoir stocker temporairement (le temps des travaux de déplacement du réservoir d'eau potable et de la création de l'Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)) une quantité de déchets inertes sur une zone bien définie de l'aire de transit. Une fois l'ISDI mise en fonctionnement, ces déchets seront stockés dans l'ISDI.

Compte tenu de la nature du projet, il est indiqué à l'exploitant que ce projet nécessite le dépôt d'un porter à connaissance dans les conditions prévues à l'article R. 181-46-II du code de l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Garantie financière	AP Complémentaire du 21/10/2022, article 16	Demande d'action corrective	1 mois
7	Conformité des émergences	AP de Mise en Demeure du 05/01/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.1	Sans objet
3	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 10.4	Sans objet
4	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5- 19.6	Sans objet
5	Campagne de mesure de surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
6	Déclaration émissions diffuses GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de non-conformité majeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.1
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière sera établi. Sur ce plan seront reportés : <ul style="list-style-type: none"> les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; la position des fronts de taille ;

<ul style="list-style-type: none"> • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • les zones remises en état. <p>Ce plan est mis à jour une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation de 2024 a été transmis par voie dématérialisée le jour de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Garantie financière

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2022, article 16</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Acte de cautionnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'acte de cautionnement sera échu le 14 décembre 2024 soit dans environ 2 mois.</p> <p>Le service de l'inspection, ainsi que Madame la préfète des Vosges, n'ont pas reçu le nouvel acte.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le nouvel acte de cautionnement actualisé dans un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Conception des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 10.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conception des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs de limitation d'émission de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.</p> <p>Les émissions seront dans la mesure du possible captées, canalisées et dépoussiérées. La concentration des rejets pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm3.</p>

Constats :

L'exploitation a entrepris des lourds investissements pour canaliser les émissions diffuses en 2022 :

- mise en place de 12 filtres pour les installations de traitement des roches. Des mesures atmosphériques ont été réalisées par un bureau de contrôle en mars 2024 sur 2 conduits. Pour 2023, l'extracteur, d'un débit de 10 000 m³/h, a une concentration de 8.16 mg/Nm³ et un flux de 83 g/h sans correction d'O₂ ;
- suppression de l'ancienne installation ;
- capotage des convoyeurs.

Lors de la visite d'inspection réalisée par temps pluvieux, il a été constaté des émissions de poussière au niveau du concasseur et de la zone de stockage en sortie du convoyeur.

Ce constat n'appelle pas de suite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5- 19.6

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance

Prescription contrôlée :

Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

19.6. - Le plan de surveillance comprend : - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le plan de surveillance en date du 27 septembre 2024.

Ce document en date de 2019, expose l'étude réalisée pour déterminer les points de prélèvements par :

- la direction des vents (faible intensité) ;
- la localisation des enjeux environnementaux ;
- la modélisation des retombées atmosphériques.

Selon cette étude, les points de prélèvements sous les vents, hormis le point témoin 5, sont représentatifs des retombées atmosphériques de l'établissement : limite de propriété étant donné les faibles vents.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Campagne de mesure de surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, campagne de mesure
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.
Constats : L'exploitant a transmis la campagne de mesure de la surveillance environnementale du mois de mars 2024 en date du 27 septembre 2024. Selon les mesures de la station météorologiques, le point 1 se situe sur la trajectoire des faibles vents provenant du Sud Est. Le rapport indique une valeur mesurée de 136 mg/m ² /j. Les valeurs des autres points de prélèvement sont à rapprocher de la valeur du point témoin (5) de 27 mg/m ² /j. Ce constat n'appelle pas de suite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration émissions diffuses GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-V
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle GEREP
Prescription contrôlée : V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. [...] 9. Exploitation de carrière [...] 9.3. Mesures de retombées de poussières atmosphériques diffuses dans l'environnement en mg/m ² /jour [...] 9.4. Mesures des rejets de poussières canalisés [...]
Constats : L'exploitant déclare ses émissions de poussière comme suit : <ul style="list-style-type: none">• dans le bloc carrière : mesures de retombées de poussière dans l'environnement, les mesures canalisées pour les deux filtres ;• dans le bloc air : 282 534 kg/an qui apparaissent en émissions diffuses. Le service de l'inspection s'interroge sur la quantité des diffus déclarés. Des échanges avec l'exploitant sont en cours sur le sujet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conformité des émergences

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Prescription contrôlée : <p>La société SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE L'EST, exploitant une carrière à ciel ouvert de basalte sur la commune de RAON-L'ÉTAPE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé relatives au respect des niveaux de bruit dans les zones à émergences réglementées sous un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>La nature et le calendrier de mise en place des mesures de réduction nécessaires devront être communiqués, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, à la DREAL.</p> <p>Après la réalisation de la campagne de mesure de bruit de 2023, l'exploitant procédera à une analyse de l'efficacité des mesures de remédiation prises. Les conclusions de cette analyse seront transmises à la DREAL en même temps que les différents rapports liés à la surveillance environnementale (eaux de surface, bruit et émissions de poussières dans l'environnement).</p>
Constats : <p>Suite aux contrôles de 2023, le service de l'inspection a pu constater les actions menées par l'exploitant afin de respecter les valeurs limites de bruit.</p> <p>Dans le rapport de contrôle transmis le 24 juin 2024 relatif aux émergences, on peut constater une réduction des nuisances sonores de la carrière et donc une efficacité des actions engagées. L'ensemble des mesures respectent les valeurs limites sauf pour un point de mesure.</p> <p>Au niveau du hameau de Chavré, on constate une émergence de +4 dB(A) soit un dépassement de la valeur limite (+3 dB(A)).</p> <p>Une réunion a eu lieu début juillet 2024 avec l'exploitant afin de faire le point sur la situation. D'après l'exploitant, suites aux actions menées, les riverains ont constaté une amélioration et donc une diminution des nuisances sonores. L'exploitant s'est engagé dans une démarche d'amélioration continue afin de réduire les nuisances sonores émises par le site. L'exploitant a proposé aux riverains la mise en place d'une haie de résineux en plus des feuillus qui améliorera l'impact paysager en période hivernale et qui pourrait également avoir un effet positif sur les nuisances sonores.</p> <p>Compte tenu de l'amélioration significative de la situation et de la démarche d'amélioration continue, l'inspection propose de réexaminer la situation sur la base de la prochaine campagne de mesure prévue en 2025.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le calendrier de réalisation des travaux et les justificatifs de mise en place</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois